

C. GABRIEL

## La révolution permanente en Afrique : à propos d'une brochure publiée par l'OCI

L'OCI vient de publier une brochure sur la révolution africaine. Il s'agit d'un petit événement dans la mesure où cette organisation n'avait jusqu'à présent rendu public aucun travail théorique consacré à ce continent. Ni dans son hebdomadaire, ni dans sa revue *la Vérité*, il n'avait été possible de lire autre chose que quelques considérations très générales. Même ses résolutions ou articles analytiques sur la situation mondiale ne contenaient pas de remarques dignes d'intérêt sur l'Afrique. Il est donc particulièrement intéressant qu'une organisation qui se réclame comme nous du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale s'engage en 1979 à débattre de la situation et des tâches des révolutionnaires en Afrique après une bonne dizaine d'années d'événements majeurs dans ce continent.

### Définir un cadre stratégique...

La brochure commence par un chapitre dont l'objet est de rappeler les grands traits de la théorie trotskyste de « révolution permanente ». C'est un long chapitre qui donne un caractère propagandiste très clair à l'ouvrage. L'auteur, Simon Komaf (Kommission Afrique — ce serait donc un document d'instance?), développe avec toutefois quelques rac-

courcis, probablement dus à la volonté de vulgarisation, la signification de la formule « unité mondiale de la lutte des classes » et, par conséquent, ce qu'il estime être les tâches des révolutionnaires dans les pays dominés par l'impérialisme. Il est rappelé que, dans la bataille pour les libertés démocratiques, il est nécessaire que des « mots d'ordre indépendants soient mis en avant par les révolutionnaires afin de permettre aux masses d'aller jusqu'au bout de leur propre expérience ». Et d'ajouter : « Nous retrouvons, là, la question de la transition à son plus haut niveau, à travers le développement de la stratégie de front unique. »

Sans doute, l'auteur aurait-il pu aller plus loin dans l'analyse et ne pas se contenter de reproduire la phrase du programme de transition qui dit que : « Le poids spécifique des diverses revendications démocratiques et transitoires dans la lutte du prolétariat, leurs liens mutuels et leur ordre de succession sont déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part considérable par le degré de son retard. »

En effet, s'il ne fait aucun doute que nous, trotskystes, devons combattre toutes les idées économistes qui refusent la perspective de la révolution anti-capitaliste par le seul constat de la faiblesse quantitative et nationale du prolétariat, il n'en reste pas moins que, dans la bataille politique quotidienne, l'Afrique offre justement une grande complexité pour déterminer ce fameux « poids spécifique » et l'ordre de succession des mots d'ordre.

C'est à la page 58 que la démonstration commence à mentionner l'Afrique. A propos de la question des « effectifs prolétariens », Simon Komaf signale explicitement la difficulté de saisir notre programme pour des pays comme le Niger, le Tchad, la Mauritanie ou la Somalie. C'est, dit-il, en tant que « partie intégrante du prolétariat international » que « les travailleurs des pays précités peuvent, en s'organisant sur une base de classe, entraîner et mobiliser les masses paysannes ». Cette affirmation totalement juste, pour être crédible et ne pas paraître objectiviste, doit inclure le rôle décisif des révolutionnaires : montrer dans la pratique quotidienne que des communistes révolutionnaires savent et peuvent mobiliser — y compris sur des luttes partielles — les travailleurs et, derrière eux, des paysans et les masses déshéritées des villes. Cela veut dire qu'il *faut au plus vite débattre* de ce que doivent être des organisations prolétariennes trotskystes en Afrique, ainsi que de leur travail quotidien.

Quinze pages de plus pour entrer dans le vif du sujet. Encore que ce soit par un sommaire assez fastidieux de l'histoire africaine, très générale, dont l'objectif est sans doute de montrer qu'il n'y a pas de bourgeoi-

sie africaine indépendante, que le système de domination a pu permettre l'apparition inégale d'une bourgeoisie indigène, mais que ce développement reste intégré et maîtrisé par le capital impérialiste. Il aurait été préférable que le développement historique soit plus court et que l'auteur nous donne à la place une analyse des formations sociales actuelles, statistiques à l'appui, qu'il nous détaille cette question à la lumière des accords de Lomé, des systèmes de crédit, des rouages de l'appareil néo-colonial, etc. Sans doute cela serait-il plus convaincant pour les lecteurs encore attachés à l'idée d'une bourgeoisie nationale anti-impérialiste, et aussi plus intéressant pour discuter de la politique présente des directions bourgeoises africaines face à l'impérialisme et à la bureaucratie stalinienne. Cette absence de précision induit dans la suite de la brochure un certain nombre de jugements faux sur certains régimes et, par voie de conséquence, sur la combativité des masses. Notamment le fait que la phraséologie « marxiste léniniste » ou « socialiste » de certain régime soit analysée comme le produit unique de la poussée revendicative des masses simplifie à l'extrême l'analyse et ne peut pas aider les révolutionnaires à déterminer leur politique quotidienne. Si, pour notre part, nous ne prétendons pas fournir une analyse exhaustive des formations sociales en Afrique, du moins avons-nous fait un effort pour aborder la question du petit capital africain, de l'aide impérialiste aux petites et moyennes entreprises nationales, des mécanismes de l'État néo-colonial comme source d'accumulation pour une partie de la petite bourgeoisie, des contradictions nouvelles qui ont ainsi surgi dans le procès néo-colonial, des formes nouvelles de crises de l'État, etc.<sup>1</sup>. Nous avons ainsi pu parler en termes moins généraux que ne le fait Simon Komaf de la situation au Sénégal, au Congo, au Zaïre, en Mauritanie et ailleurs.

Pourquoi insister sur ce point? Les marxistes révolutionnaires africains ne peuvent plus se contenter de généralités. Il leur faut avancer dans l'élaboration de mots d'ordre et préciser les formes embryonnaires d'agitation dans le mouvement de masse. Les réponses de Simon Komaf s'arrêtent là où les problèmes commencent.

### **...et avancer dans la construction de l'organisation trotskyste**

Il y a des militants trotskystes en Afrique même; il y a même au Sénégal deux groupes qui se réclament du trotskysme, le Groupe ouvrier révolutionnaire et la Ligue communiste des travailleurs qui est pour sa part rattachée au regroupement international que dirige l'OCI, le CORQI (Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Interna-

tionale). Ces deux groupes ont mené pendant près de deux ans un débat en vue d'une fusion. Ils ont, chacun de leur côté, publié des tracts, des déclarations, etc.

S'il est donc fort intéressant que l'OCI publie maintenant une brochure sur l'Afrique, il n'est pas moins regrettable que l'ouvrage soit si discret quant à la question pour nous centrale qui est de construire la IV<sup>e</sup> Internationale en Afrique.

A la page 95 de ladite brochure, on peut lire : « C'est pourquoi il faut dire que ce qui est à l'ordre du jour dans l'Afrique actuelle, c'est précisément la révolution prolétarienne, la réalisation du front unique anti-impérialiste, sous la direction de la classe ouvrière. »

Le lecteur non averti passera sans doute sur cette phrase anodine, dans son apparente orthodoxie marxiste. Le lecteur de l'OCI trouvera que c'est dans la ligne. Le lecteur africain du CORQI trouvera sans doute que c'est un peu court. Nous, nous trouvons que c'est faux et irresponsable. Pourquoi?

D'une part, cette conception du FUA de la part de l'OCI recouvre selon les textes ou les parties de textes des idées différentes. Tantôt il s'agit d'exprimer par là l'alliance du prolétariat (dirigeant) et des masses paysannes, c'est-à-dire de produire une formule qui condense les premières thèses de la théorie de la révolution permanente. Tantôt il s'agit du front unique d'organisations politiques. Les articles de *la Vérité* sur le Pérou, par exemple, enveloppent cette confusion des genres. Par contre, l'article du n° 585 de cette revue consacré à la révolution iranienne ne dit mot de ce concept...

Rappelons aussi que lorsque l'OCI polémiquait sur cette question du FUA voilà quelques années avec ses camarades boliviens Lora et Escobar, elle savait préciser qu'il ne pouvait s'agir ni d'une solution de substitution au front unique ouvrier ni, à fortiori, d'un abandon de la politique trotskyste d'indépendance de la classe du mouvement prolétarien de masse. Le flou artistique qui entoure les « petites phrases rapides » de la brochure sur le FUA n'arrête pas de nous rendre perplexes. D'autant plus qu'au Sénégal, la LCT, organisation du CORQI, a dans un passé récent parlé publiquement du FUA, en proposant un tel « front » au très réactionnaire et très néo-colonial Parti démocratique sénégalais. Erreur passagère nous diront sans doute les camarades de l'OCI? Admettons! Mais plus récemment encore ces camarades ont avancé à nouveau cette idée de FUA, et cette fois-ci ...avec le PSA de Mamadou Dia...

On comprend qu'il s'agit là de problèmes stratégiques d'importance et on ne peut s'étonner que ce soit l'une des divergences principales entre le GOR et la LCT au Sénégal. Pourtant, la brochure de l'OCI se con-

tente d'une demi-ligne sur ce « concept ».

( Dans le numéro 590 de *la Vérité*, de février 1980, c'est encore une autre présentation du « Front unique anti-impérialiste ». Dans le texte du CC du POMR (section du CORQI), il n'est pas question cette fois du FUA. Bien au contraire, il rappelle sa « position de principe » dans les batailles pour le front unique. Il déclare que « sa mission est de soutenir sans condition une candidature unique d'unité, quel que soit le candidat de l'unité qui promet de combattre pour la liste unitaire ouvrière, paysanne et anti-impérialiste sans représentant de la bourgeoisie civile ou militaire ». Le « FUA » a donc disparu et la présente formule est, sans conteste, correcte : un front unique des ouvriers, des paysans et des masses déshéritées réalisé par un front électoral d'organisations ouvrières. Mais dans la présentation qui en est faite par *la Vérité*, il est encore maintenu que « c'est sur ce terrain que le POMR a mené le combat pour le front unique anti-impérialiste... Sans ambiguïté, le POMR s'est, dès le début, prononcé pour un candidat unique et des listes uniques d'un front unique ouvrier, paysan et anti-impérialiste, sans représentant de la bourgeoisie, civils ou militaires. »

Que *la Vérité* change tous les mois sa formule de FUA et son articulation avec le FUO n'est évidemment pas fait pour que des groupes comme la LCT sénégalaise trouvent le chemin du FUO.

A plusieurs reprises, l'auteur nous dit que des pays comme le Congo, le Bénin, la Guinée-Bissau et autres sont remarquables par le fait que c'est « la bureaucratie du Kremlin qui prend en charge la reconstruction de l'État bourgeois dans le cadre de sa coopération internationale avec l'impérialisme ». Et il ajoute : « La dictature militaire, assortie d'une référence officielle au “socialisme scientifique” et au “marxisme léninisme”, apparaît comme *l'ultime barrage* (je souligne) mis en place en Afrique contre l'assaut révolutionnaire des masses. »

Nous voilà revenus au point, mentionné plus haut, de l'absence d'analyse des bourgeoisies africaines, de leur histoire récente, de l'évolution de l'État néo-colonial, etc. Simon Komaf nous dit donc qu'au Bénin, par exemple, il y a eu une poussée révolutionnaire des masses qui fut telle que l'impérialisme a été incapable de défendre son système et que les staliniens l'ont fait à sa place, raison pour laquelle le caractère bonapartiste du régime s'exprime sous l'idéologie réactionnaire d'un « marxisme » d'emprunt. Simon Komaf aurait été avisé de nous dire quand il a vu une crise révolutionnaire au Bénin qui ait induit une telle histoire. « *Ultime barrage* » nous dit-il. La lecture de ses propos nous laisse donc à penser que la révolution est *imminente* dans le continent en général, ou au moins dans une grande partie des pays qui le composent.

Ce ne serait pas la dialectique des rapports évolutifs conflictifs de ces régimes bourgeois (sans modification qualitative de leur domination) avec l'impérialisme et de leur confrontation au mouvement de masse qui déterminerait leur couverture « marxiste-léniniste » ? Ce serait exclusivement la poussée impétueuse des masses ?

Un peu simple à notre avis. Cela peut peut-être contenter de jeunes militants dont l'impatience politique suscite la crédulité quant à un rapport de forces très favorable. Cela ne peut convaincre les révolutionnaires qui sont sur le terrain. La vérité oblige à affirmer la nécessité de nombreuses années d'un travail politique obstiné dans de dures conditions matérielles.

Nous avons mentionné plus haut que le programme de transition évoque le « poids spécifique » des diverses revendications démocratiques et transitoires, « leurs liens mutuels et leur ordre de succession », « déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part considérable *par le degré de son retard* » (nous soulignons). C'est à cette problématique que renvoie l'affirmation de l'existence d'un mouvement de masse « impétueux » partout, du Congo au Sénégal en passant par le Tchad et la Somalie, *sans distinction*.

Au-delà des analyses à l'emporte-pièce de Simon Komaf, c'est la question des mots d'ordre *aujourd'hui* et dans chaque situation particulière qui est posée.

Ainsi nous sommes pour avancer le mot d'ordre d'Assemblée constituante dans les pays arriérés, afin que le mouvement de masse se mobilise sur un objectif de pouvoir. Mais l'avancions-nous de la même manière en tous lieux et en tous temps, de manière à la fois propagandiste et agitatoire ? Faut-il aujourd'hui, en Centrafrique, publier des tracts exigeant une assemblée constituante, ou faut-il d'abord s'engager dans le combat pour que, dans ce pays, émergent enfin des syndicats indépendants et un mouvement de masse débarrassé des politiciens bourgeois ? En d'autres termes, faut-il exprimer autrement que de manière propagandiste l'ensemble de notre programme ? Si l'on suit Simon Komaf à propos du Bénin ou du Congo, il faut, dès aujourd'hui, dans l'agitation, y avancer les slogans d'assemblée constituante et de gouvernement ouvrier et paysan, puisque le mouvement de masse est tel que seul un « dernier rempart » s'y oppose. Tel n'est pas notre avis. Cela ne veut pas dire que dans une situation sociale nouvelle surgissant brutalement il ne faudra pas placer en tête de l'agitation de telles exigences. Mais cela est affaire tactique et dépend de l'état de mobilisation des masses, de la conscience du prolétariat, de son degré d'indépendance. C'est justement ce qui manifeste qu'une direction est véritablement bolchévi-

que, que sa compréhension des évolutions rapides de la situation et du « poids spécifique » des revendications, de leurs liens mutuels et de leur ordre de succession.

Au Congo aujourd'hui, faire de la propagande, c'est-à-dire expliquer beaucoup de choses à peu de gens, c'est parler entre autres de l'assemblée constituante et du gouvernement ouvrier et paysan; faire de l'agitation, c'est-à-dire expliquer peu de chose à beaucoup de gens, c'est avancer des mots d'ordre sur les salaires, l'indépendance des syndicats et associations, etc. La brochure de l'OCI n'est pas une arme pour comprendre cela. Tout à l'inverse, elle nourrit le dogmatisme et la simplification.

### **Le cas du Sénégal**

Au Sénégal, ce débat est un débat concret et quotidien entre les deux groupes trotskystes. Jusqu'à présent, la conception du travail syndical par exemple de la LCT apparaissait comme totalement propagandiste. Il n'y aurait aucune distinction majeure à établir entre la CNTS, intégrée au PS de Senghor, et l'UTLS. Toutes deux seraient des institutions bourgeoises et devraient être détruites. Après avoir ainsi formulé la première tâche, les militants de la LCT précisent la seconde : construire une centrale unique et démocratique. Mais, au Sénégal, il y a des centaines de militants ouvriers organisés dans l'opposition. Il y a une presse d'opposition, une possibilité de faire de l'agitation dans les entreprises. Avec l'équation de la LCT, quel type d'intervention syndicale quotidienne des trotskystes doivent-ils adopter? Militent-ils dans l'ULTS comme dans la CNTS, et y avancent-ils le mot d'ordre de « destruction »? Et aux travailleurs qui, comme à la banque Bicis, abandonnent la CNTS pour construire une section ULTS et battent publiquement le syndicat gouvernemental, dit-on qu'ils sont dans l'erreur et qu'il ne faut pas construire une organisation qui est une « institution bourgeoise »? Et lorsque, sous la pression de la base et des contradictions sociales, l'ULTS vire les militants du PDS, faut-il analyser cela comme une affaire secondaire au sein d'une « institution bourgeoise » ou sortir une bonne fois pour toutes de ces clichés et amorcer une véritable agitation dans ce syndicat pour l'indépendance de classe, l'unité et l'unification des organisations syndicales et la perspective du travail indépendant des travailleurs?

Faut-il avoir cette dernière politique dont l'objectif est d'abord de « massifier » les syndicats en bataillant pour leur indépendance vis-à-vis

de tous les politiciens bourgeois, ou faut-il, comme le suggéraient encore récemment les militants sénégalais du CORQI, construire de soi-disant « comités unitaires de base » regroupant dans les entreprises syndiqués et non-syndiqués? En d'autres termes, faut-il d'une part maîtriser l'agitation au niveau des masses et d'autre part construire l'organisation trotskyste là où les masses s'organisent, ou faut-il d'une part se contenter de discours aussi généraux que propagandistes, parfois erronés, et d'autre part s'égarer dans des propositions gauchistes pour le travail quotidien?

Tels sont les problèmes que doivent se poser les marxistes révolutionnaires aujourd'hui. La brochure de l'OCI, en ne les abordant pas, n'évite pourtant pas d'y apporter implicitement des réponses. Malheureusement, elle le fait plutôt dans le sens du propagandisme sectaire.

### Ouvrons le débat

L'ouvrage de Simon Komaf a d'autres défauts. Il est insuffisant sur la question nationale et ethnique<sup>2</sup>. Il manifeste un pur sectarisme dans son incapacité, par exemple, à expliquer autrement que par « les masses qui ne comprennent pas » pourquoi le PAIGC ne s'identifiait pas au FLING<sup>3</sup> en Guinée-Bissau. Pour l'OCI, l'affaire est simple : FLING ou PAIGC, MPLA ou FNLA, il s'agit indistinctement de forces petites-bourgeoises. Mais quand justement le déroulement objectif de la lutte des classes oppose ces organisations et place dans le même camp PAIGC ou MPLA et l'essentiel du mouvement de masse, faut-il se contenter de dire aux masses : « Vous ne comprenez pas qu'ils sont vos ennemis au même titre que ceux qui vous combattent »? Nous ne sommes pas passés par de telles simplifications, quoique nous ayons fait une critique radicale du programme de ces mouvements depuis leur origine et que nous n'ayons attendu personne pour condamner sans ambiguïté les régimes néo-coloniaux qu'ils ont construits. Mais au moment de la lutte de libération contre l'impérialisme, notre condamnation de ces politiciens petits-bourgeois doit-elle nous amener à un refus d'être aux côtés de ces forces sans soutien à leur programme? C'est l'attitude inverse qui fut celle du CORQI jusqu'y compris pendant la guerre civile anglaise. Est-ce la raison pour laquelle le passage de la brochure consacré à ce pays est si rapide et omet de parler, entre autres faits, de l'invasion sud-africaine<sup>4</sup>?

Un dernier mot, enfin. A plusieurs reprises, l'auteur accuse les organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale d'avoir parlé du PAIGC comme d'un

«parti révolutionnaire», d'avoir dit que Siad Barre, de Somalie, était un «progressiste», etc. Sans doute Simon Komaf confond-il la reconnaissance du fait qu'un régime petit-bourgeois, dans son rapport au mouvement des masses, est parfois conduit à prendre des mesures sociales progressistes, et la reconnaissance de ce régime comme progressiste<sup>5</sup>. Cela justifie-t-il toutefois de n'aborder le débat avec nous que sous cet angle lamentable? Simon Komaf ne produit évidemment aucune citation. Pour éviter tout faux débat, précisons cependant que, pour nous, il n'y a pas en Afrique aujourd'hui de parti révolutionnaire de masse, ni d'organisation ouvrière réellement implantée. C'est une tâche historique que de dépasser le plus rapidement possible cette situation par la formation d'organisations marxistes révolutionnaires solidement enracinées. Sinon les épreuves à venir pourraient déboucher sur de cuisantes défaites. Dans la voie de la construction de telles organisations dont le seul cadre ne peut être que la IV<sup>e</sup> Internationale, il faut de la clarté et de la rigueur théorique, des débats sains, menés comme le demandait récemment une lettre du GOR au CORQI dans un esprit de fraternité militante, et le respect de la démocratie ouvrière. Cela aussi fait partie de notre responsabilité. C'est pourquoi, si la brochure de l'OCI reste trop générale, fautive sur certaines questions, dangereuse pour les discussions en cours, nous nous félicitons tout de même de son existence, parce que nous aurons là un point de référence pour les discussions à venir.

C. Gabriel

1. Voir *Afrique en lutte* n° 19, 35 et 39 sur ces questions.
2. Voir *Afrique en lutte* n° 32 de décembre 1977.
3. Komaf écrit «Flint» alors qu'il s'agit de FLING. De même il donne le FNLA angolais comme étant une scission du MPLA, ce qui n'est pas le cas.
4. Voir à ce propos C. Gabriel, *Angola : le tournant africain?*, Éd. La Brèche.
5. Dès août 1974, dans le premier article après le coup d'État militaire en Éthiopie, nous dénonçons le DERG comme «un barrage à la mobilisation des masses» (*Afrique en lutte* n° 10, 11, 12). Sur l'Éthiopie, se reporter aussi aux numéros 22, 26, 28, 31, 36, 37 et 39.

## LEXIQUE

CNTS, Confédération nationale des travailleurs sénégalais, centrale liée au parti au pouvoir; syndicat intégré.

UTLS, Union des travailleurs libres du Sénégal; syndicat indépendant du parti au pouvoir, constitué à l'origine par le PDS.

PDS, Parti démocratique sénégalais, parti bourgeois d'opposition.